

**Assemblée générale**

Distr. générale
28 avril 2005
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Points 123 et 136 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires
du financement des opérations de maintien
de la paix des Nations Unies****Financement de la Mission des Nations Unies
en Sierra Leone****Mission des Nations Unies en Sierra Leone :
projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005
au 30 juin 2006 et rapport sur l'exécution du budget
de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004****Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédits ouverts pour 2003/04 (4 avril-30 juin 2004)	520 053 600
Dépenses de 2003/04 (4 avril-30 juin 2004).	448 734 400
Crédits ouverts pour 2004/05	291 603 600
Projet de budget présenté par le Secrétaire général pour 2005/06.	107 159 700
Recommandation du Comité consultatif pour 2005/06	107 159 700

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires recommande à l'Assemblée générale d'approuver la totalité du montant proposé par le Secrétaire général pour la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006.

* Nouveau tirage pour raisons techniques.



2. Dans son rapport d'ensemble sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/59/736), le Comité consultatif a présenté ses vues et formulé des recommandations sur plusieurs questions qui intéressent toutes les opérations. Le présent rapport ne porte donc que sur les ressources de la MINUSIL et les autres questions qui la concernent directement.

3. On trouvera la liste des documents sur lesquels le Comité consultatif s'est fondé pour examiner la question du financement de la Mission à la fin du présent rapport.

II. Rapport sur l'exécution du budget de la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004

4. Sur la recommandation du Comité consultatif, l'Assemblée générale, dans sa résolution 57/291 B du 18 juin 2003, a décidé d'ouvrir au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004 un crédit d'un montant brut de 520 053 600 dollars (montant net : 514 171 200 dollars) pour le fonctionnement de la Mission, non compris le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Dans la même résolution, l'Assemblée a ouvert un crédit de 486 millions de dollars pour la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004, non compris le compte d'appui et la Base de soutien logistique. La réduction du montant ouvert avait été recommandée par le Comité compte tenu de la diminution des dépenses (34 millions de dollars) attribuable à la réduction des effectifs décrite dans le rapport du Secrétaire général (S/2003/321, par. 11 et 12). Le Comité note que le montant des dépenses effectives de l'exercice 2003/04 s'était élevé à 448 734 400 dollars, soit 71 319 200 dollars de moins que le montant des crédits ouverts et 37 265 600 dollars de moins que celui des crédits répartis.

5. Le solde inutilisé, d'un montant brut de 71 319 200 dollars (montant net : 71 476 000 dollars), fait apparaître un taux d'utilisation de 86,3 %, soit, globalement, une sous-utilisation de 15,2 % (47 707 800 dollars) des crédits alloués au titre du personnel militaire et de police et de 19,2 % (30 388 200 dollars) au titre des dépenses opérationnelles, et un dépassement de 14,3 % (6 776 800 dollars) au titre du personnel civil.

6. À la rubrique Militaires et personnel de police, le Comité consultatif note que l'économie réalisée est attribuable à une présence militaire effective (11 491 hommes en moyenne) inférieure à la moyenne prévue au budget pour 12 mois (12 740 hommes) et à la réduction correspondante des dépenses au titre du remboursement au taux standard du coût des contingents, de la relève et du rapatriement des membres des contingents, des rations, des indemnités de permission, de l'indemnité journalière des contingents et du matériel appartenant aux contingents. La faible incidence des cas de décès ou d'invalidité a contribué à réaliser d'autres économies, laissant un solde inutilisé de 4 076 000 dollars (80 %) sur le montant prévu pour les indemnités à ce titre.

7. En ce qui concerne la police civile, le nombre moyen effectivement déployé était de 126 agents contre une moyenne prévue de 154 agents sur 12 mois. Le nombre effectif plus bas de militaires et de policiers est dû à un rythme plus rapide

de réduction et de retrait des troupes en décembre 2004, conformément à l'option du statu quo modifié appliquée en quatre phases qu'avait approuvée le Conseil de sécurité dans sa résolution 1492 (2003) du 18 juillet 2003, par rapport au plan initialement prévu de réduction des effectifs de la Mission exposé dans le rapport du Secrétaire général daté du 5 septembre 2002 (S/2002/987), sur la base duquel le budget avait été établi.

8. En ce qui concerne le personnel civil, les dépenses effectives au titre du personnel international ont dépassé de 15,7 % (6 088 300 dollars) le montant prévu au budget. Le Comité consultatif note que cette forte augmentation était attribuable essentiellement au fait que 120 postes de fonctionnaire engagé sur la base de contrats de la série 300 avaient été convertis en postes de personnel engagé sur la base de contrats de la série 100, ainsi qu'à un taux de vacance de postes inférieur au taux prévu (13,7 % au lieu de 20 %) et aux coûts additionnels de rapatriement et de transfert de personnel à d'autres missions de maintien de la paix. **Le Comité note que la conversion de postes de personnel engagé sur la base de contrats de la série 300 en postes de la série 100 avait des incidences financières considérables, mais que le montant exact de ce coût ne lui avait pas été présenté. Il demande qu'un état détaillé du coût effectif de cette conversion soit établi de façon pleinement transparente et lui soit présenté dans les budgets pertinents.**

9. Concernant les Volontaires des Nations Unies, le dépassement de 1 074 500 dollars (22,9 %) s'expliquait par l'augmentation de l'indemnité de subsistance des Volontaires, qui est passée de 1 765 dollars à 1 952 dollars à compter du 1^{er} mars 2004, le versement de primes de risques qui n'avait pas été prévu au budget, les coûts supplémentaires de rapatriement de 51 Volontaires des Nations Unies et le paiement de factures non réglées reportées de l'exercice précédent. Quant au personnel recruté sur le plan national, des économies représentant 10,3 % (386 000 dollars) ont été réalisées en raison de la dépréciation du taux de change de la monnaie locale par rapport au dollar des États-Unis.

10. Pour ce qui est des dépenses opérationnelles, le Comité consultatif note des économies considérables au titre des transports aériens (12 626 800 dollars, soit 20 %) grâce à des taux contractuels favorables pour le remplacement de l'appareil MI-26 et à la renégociation des clauses de l'accord entre la MINUSIL et les autorités aériennes de la Sierra Leone. Le retrait plus tôt que prévu de troupes du théâtre d'opérations et la réduction correspondante des dépenses opérationnelles relatives aux contingents au titre des rubriques Installations et infrastructure (7 851 900 dollars, soit 17,7 %), Services médicaux (4 921 200 dollars, soit 32,9 %), Matériel spécial (2 344 700 dollars, soit 38 %), Transports terrestres (1 750 100 dollars, soit 32,9 %) et Transmissions (2 585 600 dollars, soit 16,9 %), ont permis de réaliser des économies supplémentaires de 15 millions de dollars.

11. Ces économies ont été en partie contrebalancées par des dépenses plus élevées que prévu aux rubriques Consultants (78 100 dollars, soit 321,4 %), Informatique (1 267 300 dollars, soit 37,1 %) pour respecter les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes du Département des opérations de maintien de la paix concernant la reprise des activités après un sinistre et la continuité des activités, et Fournitures, services et matériel divers (114 500 dollars, soit 4,8 %).

12. On trouvera les observations du Comité consultatif sur l'information fournie dans le rapport sur l'exécution du budget concernant divers objets de dépenses dans l'examen du projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 à la section IV ci-dessous.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

13. Au lieu d'inclure les données statistiques standard sur l'exécution du budget de l'exercice en cours dans chacun des différents rapports sur le maintien de la paix, cette année, en raison des limites de temps, il a fallu présenter ce type d'information dans des tableaux regroupés qui figurent en annexe au rapport d'ensemble du Comité consultatif sur les opérations de maintien de la paix (A/59/736). L'information devant être fournie porte sur : a) les dépenses de l'exercice en cours; b) le taux actuel d'occupation des postes; c) l'état du remboursement des dépenses relatives aux contingents et aux unités de police constituées, le matériel appartenant aux contingents et les indemnisations en cas de décès ou d'invalidité; d) la situation de trésorerie des missions; et e) l'état des contributions.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006

A. Mandat et résultats prévus

14. Le représentant du Secrétaire général a informé le Comité consultatif de la situation générale en matière de sécurité en Sierra Leone et de l'état de l'application du plan de retrait approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1492 (2003).

15. Le Comité a été informé que la MINUSIL réduisait ses effectifs plus rapidement que prévu et qu'elle avait déjà terminé sa transition et n'avait plus qu'une présence résiduelle en Sierra Leone, à savoir 3 250 membres des contingents, 141 observateurs militaires, 80 policiers civils et la composante civile prévue dans la résolution 1537 (2004) du Conseil de sécurité en date du 30 mars 2004. La situation générale en matière de sécurité est restée calme et stable, et depuis le transfert effectué en septembre 2004, c'est le Gouvernement sierra-léonais qui est responsable au premier chef de la sécurité dans tout le pays. La situation sécuritaire le long de la frontière avec le Libéria s'est également améliorée.

16. Le Comité consultatif note que le projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 a été établi en deux parties : la première couvre une période initiale de six mois, du 1^{er} juillet au 31 décembre 2005, suivie d'une phase de liquidation de six mois, du 1^{er} janvier au 30 juin 2006. Pour préserver la capacité de réaction rapide si des signes de déstabilisation apparaissaient, la Mission restera pleinement opérationnelle au cours de la première phase, jusqu'au 31 décembre, date à laquelle le dernier des contingents et le personnel civil chargé de tâches fonctionnelles quitteront le pays. Les activités de liquidation ne commenceront donc que dans le courant de janvier 2006. Compte tenu des pratiques optimales et des enseignements tirés de la liquidation de missions précédentes comme la Mission des

Nations Unies en Bosnie-Herzégovine décrite dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/58/5, vol. II, chap. II), la MINUSIL propose une période de liquidation de six mois plutôt que celle de trois mois initialement envisagée.

17. Le Comité consultatif félicite la MINUSIL du cadre axé sur les résultats bien défini qu'elle a utilisé pour l'exercice budgétaire final de la Mission, avec une présentation claire et transparente des objectifs et des activités des deux phases distinctes de fonctionnement et de liquidation de la Mission.

B. Ressources nécessaires

18. Les prévisions de dépenses pour l'exercice de 12 mois s'élèvent à 107 159 700 dollars, dont un montant brut de 89 226 800 dollars (montant net : 86 964 900 dollars) pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2005 pour le fonctionnement de la Mission et un montant brut de 17 932 900 dollars (montant net : 16 887 000 dollars) pour la phase de liquidation, du 1^{er} janvier au 30 juin 2006. Le montant total demandé pour l'exercice 2005/06 accuse une diminution de 63,3 % (184,4 millions de dollars) par rapport au montant réparti (291,6 millions de dollars) pour l'exercice 2004/05.

1. Militaires et personnel de police

	<i>Postes approuvés pour 2004/05^a</i>	<i>Postes pourvus^b</i>	<i>Postes proposés pour 2005/06^c</i>	
Observateurs militaires	141	139	141	Fonctionnement ^d
			0	Liquidation ^e
Contingents	3 750	3 414	3 250	Fonctionnement ^d
			0	Liquidation ^e
Police civile	80	79	78	Fonctionnement ^d
			0	Liquidation ^e

^a Représente l'effectif prévu pour le troisième trimestre selon le plan de déploiement pour 2004/05.

^b Au 28 février 2005.

^c Sur la base du plan de retrait pour les phases de fonctionnement et de liquidation.

^d Au début de la phase de fonctionnement – 1^{er} juillet 2005.

^e Au début de la phase de liquidation – 1^{er} janvier 2006.

19. Pour la phase de fonctionnement, la MINUSIL propose un effectif moyen de 2 327 membres des contingents, 141 observateurs militaires et 68 policiers civils à un coût estimatif de 36 645 700 dollars, compte tenu d'un déploiement moyen de 2 327 membres des contingents sur la période de six mois allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2005 et d'un coefficient de vacance de postes différé de 5 %, sur la base de l'expérience de la Mission. Au cours de la phase de liquidation, aucun chiffre n'est prévu pour les militaires et le personnel de police.

20. La Mission prévoit le déploiement des 141 observateurs militaires sur l'entière période de six mois de la phase de fonctionnement et celui de la police civile en partant d'un effectif de 78 policiers en juillet 2005, qui sera par la suite réduit à 58 policiers d'octobre à la fin de l'année. Les contingents seront retirés plus graduellement, avec un déploiement initial de 3 250 militaires en juillet 2005, ramenés à 2 494 en octobre, 1 238 en novembre et 482 en décembre 2006.

2. Personnel civil

	<i>Postes approuvés pour 2004/05^a</i>	<i>Postes pourvus^b</i>	<i>Postes proposés pour 2005/06^c</i>	
Personnel recruté sur le plan international	320	244	260	Fonctionnement ^d
			140	Liquidation ^e
Personnel recruté sur le plan national	556	517	474	Fonctionnement ^d
			257	Liquidation ^e
Volontaires des Nations Unies	131	104	96	Fonctionnement ^d
			0	Liquidation ^e

^a Représente l'effectif prévu pour le troisième trimestre selon le plan de déploiement pour 2004/05.

^b Au 28 février 2005.

^c Sur la base du plan de retrait pour les phases de fonctionnement et de liquidation.

^d Au début de la phase de fonctionnement – 1^{er} juillet 2005.

^e Au début de la phase de liquidation – 1^{er} janvier 2006.

21. Le montant total des prévisions de dépenses au titre du personnel civil s'élève à 28 165 200 dollars, dont 19 555 300 dollars pour la phase de fonctionnement et 8 609 900 dollars pour la phase de liquidation, en utilisant un coefficient de vacance de postes différé de 15 % sur la base de l'expérience de la Mission. Celle-ci prévoit 260 membres du personnel international au début de la phase de fonctionnement en juillet 2005, avec une nouvelle réduction pour atteindre 258 en octobre 2005, 140 en janvier 2006 et 119 en avril 2006. Les effectifs recrutés sur le plan national seront également réduits progressivement, passant de 474 en juillet 2005 à 468 en octobre 2005, 257 en janvier 2006 et enfin 167 en avril 2006. Il est prévu de déployer 96 Volontaires des Nations Unies le 1^{er} juillet 2005. Il n'est pas prévu de Volontaires des Nations Unies pendant la phase de liquidation.

3. Dépenses opérationnelles

22. En ce qui concerne l'exercice 2003/04, le Comité consultatif relève, à la rubrique location de locaux, une augmentation importante (359 400 dollars, soit 40,6 %) imputable à l'augmentation du loyer mensuel du quartier général de la MINUSIL, qui est passé de 42 000 à 82 000 dollars. Il a été précisé au Comité que la MINUSIL avait essayé de trouver d'autres locaux et avait effectué une analyse coûts-avantages. Toutefois, à moins de construire un nouveau quartier général, il n'existait pas d'autre option viable et la Mission a décidé de maintenir les arrangements existants pour la période restant à courir jusqu'à la fin de son mandat. Pour l'exercice 2005/06, le Comité note qu'il est prévu, dans le cadre du plan de liquidation, de fermer certains bureaux, comme celui de Conakry, ce qui réduira les dépenses au titre de la location de locaux.

23. Le montant des dépenses opérationnelles pour l'exercice 2005/06 est estimé à 42 348 800 dollars, dont 33 025 800 dollars pour les six premiers mois de la phase de liquidation et 9 323 000 dollars pour la deuxième moitié de la période, soit une diminution de 56,7 % par rapport aux dépenses prévues dans la plupart des domaines pour l'exercice en cours.

24. En ce qui concerne l'exercice 2005/06, le Comité consultatif constate qu'une nette augmentation (922 200 dollars, soit 94,3 %) est prévue au titre des carburants et lubrifiants. Celle-ci est imputable à l'augmentation du prix du carburant, qui est passé de 0,33 à 0,48 dollar le litre. La Mission prévoit aussi des dépenses supplémentaires au titre :

- Des services de sécurité requis pour protéger le personnel et les biens des Nations Unies pendant le retrait des contingents militaires (7 800 dollars, soit 3,1 %);
- De la location d'engins du génie, tels que bulldozers et chariots élévateurs, pendant la phase de liquidation (44 000 dollars, soit 440 %);
- Des réparations et de l'entretien à la rubrique transports terrestres (749 400 dollars, soit 621,4 %), qui comprennent la remise en état de 336 véhicules devant être envoyés à la Base de soutien logistique ou à d'autres missions.

25. Pendant la transition vers la phase de liquidation, le nombre d'aéronefs passera d'un avion et 13 hélicoptères à un avion et deux hélicoptères.

26. L'augmentation prévue au titre des consultants autres que ceux chargés de la formation (44 400 dollars, soit 176,2 %) est essentiellement imputable au recrutement d'un spécialiste des maladies infectieuses du fait de l'augmentation du nombre de décès dus à la fièvre de Lassa.

Voyages

27. Le Comité consultatif note une fois de plus qu'au cours de l'exercice 2003/04, la Mission a dépassé d'un montant de 577 200 dollars, soit 144,3 %, les crédits approuvés au titre des voyages autres que ceux prévus à des fins de formation. D'après les renseignements complémentaires qui lui ont été fournis, les dépenses supplémentaires sont essentiellement imputables à des déplacements plus nombreux que prévu dans la zone de la Mission et à des déplacements à l'intérieur de la sous-région pour assister à des réunions de liaison avec le commandant de la Force, l'Union du fleuve Mano, la Commission économique des États d'Afrique de l'Ouest, des parties prenantes nationales et régionales, ainsi qu'avec des dirigeants politiques. Pendant le même temps, de nombreux voyages ont également été effectués, en particulier entre la Mission et le Siège, au titre de l'« appui technique ». **La nécessité pour la Mission de bénéficier d'un appui technique renforcé à ce stade du cycle de la Mission n'est pas évidente et aurait dû être mieux justifiée. Le Comité est en outre préoccupé par le fait qu'un nombre considérable de voyages vers des destinations éloignées qui ne semblent pas avoir de lien direct avec les activités ou le fonctionnement de la Mission, n'avaient pas été planifiés.**

28. De l'avis du Comité consultatif, nombre de ces voyages n'étaient pas justifiés, compte tenu notamment du fait que le mandat de la Mission est sur le point de s'achever, et le budget voyages devrait avoir été géré de façon beaucoup plus

rigoureuse. En outre, le Comité rappelle que, dans son rapport sur le projet de budget de la MINUSIL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004 (A/57/772/Add.3, par. 31), il avait estimé que le montant prévu au titre des voyages était excessif compte tenu de la réduction des effectifs de la Mission et avait recommandé que le montant autorisé à ce titre soit réduit et que des efforts soient consentis en vue d'une gestion plus rationnelle des voyages par la Mission.

V. Activités de la Mission liées à la liquidation et questions à régler

Liquidation des biens et dépollution de l'environnement

29. Le Comité consultatif a été informé que le Groupe de la liquidation des biens et de la protection de l'environnement qui a été créé à la MINUSIL l'an dernier s'occupe de toutes les questions relatives à la liquidation des biens et à la dépollution de l'environnement dans les zones qui ont été occupées par les différentes entités de la MINUSIL. La Mission continue aussi de liquider ses biens passés par profits et pertes. Entre juillet 2004 et le 31 mars 2005, elle s'est défaite de 2 410 biens durables, d'une valeur d'inventaire de 5,8 millions de dollars. Sur ce total, 909 articles, d'une valeur estimative de 2,1 millions de dollars, ont été vendus pour un montant de 22 000 dollars. Dans le cadre du processus de liquidation, la Mission a établi un projet de plan de liquidation qui a été soumis au Département des opérations de maintien de la paix pour examen.

30. Selon les informations communiquées au Comité consultatif, la Mission s'assure que tout le matériel appartenant à l'Organisation des Nations Unies et aux contingents est liquidé sans risque pour l'environnement et que les autorités locales délivrent des quitus à cet égard.

31. Le Comité consultatif note que la MINUSIL est la première mission à avoir établi un Groupe de la liquidation des biens et de la protection de l'environnement et demande au Département des opérations de maintien de la paix de faire figurer les leçons tirées de cette expérience dans ses documents relatifs aux pratiques optimales, afin que les autres missions puissent en tirer parti.

Taux élevé de rotation du personnel

32. La MINUSIL continue d'avoir un taux élevé de rotation du personnel et a du mal à retenir du personnel expérimenté à ce stade de ses opérations. **La question avait déjà été évoquée par le Comité consultatif dans son rapport précédent (A/59/417, par. 19). Le Comité demande à nouveau au Département des opérations de maintien de la paix d'apporter à la MINUSIL l'appui voulu pour qu'elle dispose de personnel expérimenté en nombre suffisant pendant l'importante phase de liquidation.**

Contrôle interne pendant la phase de liquidation

33. Le Comité consultatif appelle l'attention de la MINUSIL sur l'importance d'un contrôle rigoureux durant la phase de liquidation. Un tel contrôle peut être effectué par des auditeurs internes. Il a été précisé au Comité que le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) est doté de 1 poste P-5, de 1 poste P-4 et de 2 postes P-3, ainsi que de 1 poste d'agent des services généraux pour la MINUSIL, mais que ces

postes ne sont pas tous pourvus à l'heure actuelle. Le Comité consultatif engage vivement le BSCI et la MINUSIL à collaborer étroitement pour faire en sorte que ces postes soient pourvus aussi rapidement que possible et que des mécanismes de contrôle appropriés soient mis en place pendant la phase de liquidation finale. Ils devront aussi veiller de près à ce que toutes les activités relatives à la liquidation soient dûment consignées et exécutées dans la transparence et dans le strict respect des règlements et règles en vigueur ainsi que des pratiques généralement acceptées à l'Organisation des Nations Unies.

**Demandes d'indemnisation suite à un décès
ou à une infirmité en instance**

34. Le Comité consultatif appelle l'attention du Département des opérations de maintien de la paix sur les demandes d'indemnisation suite à une infirmité qui sont en instance et prie la MINUSIL de veiller à ce qu'elles soient réglées dans les plus brefs délais.

VI. Pratiques optimales/leçons apprises

35. Le Comité consultatif prie le Département des opérations de maintien de la paix de suivre de près les activités et l'expérience acquise par la MINUSIL au cours de la phase de liquidation afin d'en tirer les leçons et d'en faire bénéficier les autres opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Au cours des entretiens que le Comité a eus avec les représentants du Secrétaire général, ceux-ci lui ont précisé que la collecte de données d'expérience, de pratiques optimales et de leçons apprises dans tous les domaines d'activité de la MINUSIL ferait partie intégrante de la phase de liquidation de la Mission, qui maintiendrait une étroite collaboration avec le Siège pendant toute la durée du processus.

36. Lorsqu'il a rendu visite à la MINUSIL au cours de l'été 2004, le Comité consultatif a noté avec satisfaction l'esprit de coopération et de solidarité qui régnait au sein de l'équipe de pays, laquelle était composée d'un certain nombre d'organismes travaillant de concert sur des questions très diverses telles que la réinstallation des personnes déplacées, les réfugiés, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, la protection des enfants, les armes légères, les campagnes de vaccination ou la création d'emplois pour les jeunes. Ces organismes vont devoir gérer les programmes de la MINUSIL une fois que celle-ci sera partie, en axant leurs efforts sur le développement économique et social. Cette collaboration a été facilitée par le fait que tous les organismes concernés étaient regroupés dans des locaux communs.

37. L'expérience de la MINUSIL montre que, bien que la Mission ait été chargée en priorité de tâches militaires, comme la surveillance du cessez-le-feu ou l'organisation de patrouilles dans les zones tampons entre les parties adverses, les progrès accomplis dans de nombreux domaines comme le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, l'aide humanitaire, les droits de l'homme, l'information, la reconstruction et le relèvement, les élections, l'administration civile, les affaires civiles, la justice, la protection des enfants et la lutte contre le VIH/sida, ont apporté une contribution essentielle à la réalisation de l'objectif principal, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité. Alors que la Mission est dans sa phase de liquidation, il est de plus en plus évident que la paix et la sécurité

ne pourront perdurer que si elles sont suivies d'un développement économique et social.

38. De l'avis du Comité consultatif, une des leçons tirées de l'expérience de la MINUSIL est que la planification coordonnée de toutes les activités dès le début avec tous les partenaires concernés, et l'étroite coopération avec ceux-ci pendant l'exécution de ces activités, permet une utilisation beaucoup plus efficace des ressources, accroît les chances de succès et permet ainsi de planifier une stratégie de sortie efficace.

VII. Conclusion

39. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre en ce qui concerne le financement de la MINUSIL pour la période du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 sont indiquées au paragraphe 36 du rapport du Secrétaire général sur le budget de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 (A/59/758). **Compte tenu des observations formulées plus haut, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée approuve les propositions du Secrétaire général.**

Rapport du Secrétaire général sur la proposition de cession de biens au Gouvernement sierra-léonais (A/59/759)

40. Dans le rapport du Secrétaire général sur la proposition de cession de biens au Gouvernement sierra-léonais (A/59/759), le Comité consultatif note que la valeur d'inventaire des avoirs de la Mission se chiffre à quelque 71,9 millions de dollars, et qu'il est proposé de faire don de biens représentant 12 % de ce total, soit 8,4 millions, au Gouvernement sierra-léonais. Le Comité a été informé que la MINUSIL avait établi un plan préliminaire de disposition des avoirs, conformément à la section IV de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale. Ce plan tient compte de la recommandation formulée par le Comité au paragraphe 53 de son rapport A/55/874, selon laquelle les projets de cession de biens à un gouvernement hôte doivent être soumis au Comité consultatif, puis à l'Assemblée générale, pour examen et approbation.

41. La Mission a passé ses biens en revue et a recensé ceux qui ne présentaient plus d'intérêt pour l'ONU mais qui pourraient être utiles au Gouvernement sierra-léonais alors que celui-ci s'emploie à renforcer ses capacités. Il s'agit notamment de matériel de transmission, d'épuration de l'eau, d'informatique et de bureau, de groupes électrogènes, de matériel médical, de citernes à essence et débitmètres, de véhicules, de matériel de réfrigération et de bâtiments préfabriqués. **La décision que l'Assemblée générale devra prendre en ce qui concerne la cession de biens au Gouvernement sierra-léonais est indiquée au paragraphe 7 (A/59/759) du rapport du Secrétaire général sur la question. Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée approuve la proposition du Secrétaire général.**

Documentation

- Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004 (A/59/635 et Corr.1)
- Projet de budget de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 (A/59/758 et A/59/635/Corr.1)
- Rapport du Secrétaire général sur la proposition de donation d'avoirs au Gouvernement sierra-léonais (A/59/759)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget révisé de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005 (A/59/417)
- Résolution 57/291 B de l'Assemblée générale sur le financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
- Résolutions 1562 (2004) et 1568 (2004) du Conseil de sécurité
- Vingt et unième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2004/228)
- Vingt-troisième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2004/724)
- Rapport intérimaire du Secrétaire général sur les moyens de combattre les problèmes sous-régionaux et transfrontaliers en Afrique de l'Ouest (S/2005/86)